

Ertuğrul Kürkçü répond au Premier Ministre Erdoğan

« **Le gouvernement a fait main basse sur le pouvoir judiciaire et le parlement** »

samedi 15 septembre 2012, par [Ekin Karaca](#), [Trad. Reynald Beaufort](#)

Quand le gouvernement turc a été sollicité pour intervenir pour le libération de Sevil Sevimli, il s'est retranché derrière une prétendue « indépendance de la justice ».

Cet article montre que l'autonomie du pouvoir judiciaire est très relative en Turquie et que, lorsqu'il s'agit de sujets sensibles pour lequel l'état ne tolère pas de discussion, il sait passer outre les prérogatives de la justice et même celles du parlement en leur donnant des « consignes » sans se soucier le moins du monde de leur légalité. [1]

Le Premier ministre le Recep Tayyip Erdoğan a annoncé qu'il avait demandé au pouvoir judiciaire de lever l'immunité parlementaire des députés du BDP suite à leur rencontre avec des militants PKK le 17 août. Le député du BDP Ertuğrul Kürkçü a répondu que cette déclaration illustre à quel point le gouvernement a réussi à concentrer tous les pouvoirs dans seules mains.

Le député Ertuğrul Kürkçü du Parti pour la Paix et la Démocratie (*BDP*) a déclaré que les commentaires récents de Tayyip Erdoğan à propos de [la rencontre entre des membres BDP et les militants du Parti des Travailleurs du Kurdistan \(PKK\)](#) le 17 août ont démontré jusqu'à quel point le gouvernement de du Parti de la Justice et du Développement (*AKP*) était sur la voie de concentrer tous les pouvoirs dans ses seules mains.

« *Nous avons parlé au pouvoir judiciaire qui a lancé les procédures appropriées. Nous allons aussi mener la procédure à son terme devant le Parlement,* » a dit le Premier ministre Erdoğan suite à la rencontre le 17 août, entre des membres PKK et des députés du BDP dans la province du Sud-Est de Hakkari brandissant plus haut et encore une fois le spectre de supprimer l'immunité parlementaire des membres du BDP.

Ces commentaires constituent la violation la plus grave de l'indépendance du pouvoir judiciaire, selon Ertugrul Kürkçü, un député du BDP de la province méridionale de Mersin.

« *Ces affirmations choquantes d'Erdoğan illustrent à quel point le gouvernement n'a aucun respect pour la séparation des pouvoirs et l'indépendance du pouvoir judiciaire en Turquie, et qu'il est sur la voie d'instaurer une dictature, indépendamment de ce qu'il veut infliger au BDP,* » a déclaré M. Kürkçü.

Les déclarations du Premier ministre démontrent qu'un nouveau coup d'État a eu lieu en Turquie, a-t-il ajouté.

« *Le gouvernement a passé outre la justice et le Parlement. Tous les pouvoirs, en conclusion, ont été sommés de se soumettre au pouvoir exécutif. Nous allons maintenant voir si le Parlement et le pouvoir judiciaire se battront pour préserver leur dignité. En tant que députés du groupe BDP, nous allons prendre notre place en première ligne de cette combat pour la dignité au Parlement,* » a-t-il affirmé.

« Une déclaration de guerre au BDP »

« Ce qui a amené le gouvernement à cette attitude est son refus de reconnaître l'existence et les droits des du peuple kurde, droits qui lui ont été refusé depuis l'établissement de la république, et leur impuissance à trouver une solution à la révolte en cours. L'opinion publique public voit cette impuissance dans toute sa nudité. Le Premier ministre, d'autre part, comme il ne peut ni trouver une solution ni plus mater la révolte par la force, décide à la place de faire disparaître le BDP » a dit le député Kürkçü.

Selon Kürkçü, le gouvernement avait déjà planifié de s'en prendre au BDP et, à cette fin, ils utilisent la rencontre dans le district de Şemdinli du département d'Hakkari comme prétexte pour mettre ces plans à exécution.

« Même si cette excuse était complètement légitime et indépendamment de la façon dont le gouvernement aborde cette question, je crois que ce processus constitue un véritable acte de guerre et qu'il est en dehors de toute légalité » a-t-il ajouté.

« Une véritable révolte »

« Tout ce que le Premier ministre a dit concernant BDP reflète sa propre vision du monde. Tout ce qu'il a fait jusqu'à maintenant, il l'a fait pour répondre à des demandes internationales se faisant ainsi violence pour obtenir des concessions. Il s'imagine inévitablement que le monde et les autres lui ressemblent et qu'ils fonctionnent à son image. »

« Il y a aussi d'autres concepts dans la vie dont le Premier ministre n' a aucune conscience, tels que les droits, la liberté et la dignité. Il est incapable de concevoir que les pauvres puissent aussi se battre pour leurs droits et leur dignité. Il pense qu'ils peuvent vivre en se contentant de la charité et qu'une révolte ne peut être organisée que par des individus extérieurs au peuple. C'est là où il se trompe. Les gens sont véritablement révoltés », a ajouté Kürkçü.

« Il n'y a aucune base légale pour lever l'immunité parlementaire des députés du BDP, comme il n'y a aucun crime commis qui justifierait une enquête. »

« Maintenant nous allons voir si le pouvoir judiciaire est digne de ce nom ou s'il est un simple rouage du gouvernement, quoiqu'il en soit nous nous battons pour nos droits jusqu'au bout et nous n'accepterons jamais de nous soumettre. »

« Notre immunité parlementaire est remise en question, mais nous n'avons pas obtenu cette immunité seulement pour nous-même. Cette immunité a pour finalité de nous permettre de défendre les droits des 3 millions de personnes qui ont voté pour nous et il n'est pas question de les céder à Erdoğan ».

« Même si le gouvernement réussit à atteindre son objectif par des mensonges et la duperie aux yeux et à la barbe du monde, il ne ne perd rien pour attendre. Nous serons en première ligne dans chaque endroit où les gens ont commencé à se révolter, que ce soit dans les prisons ou dans les zones défavorisées. Nous soutiendrons leur lutte jusqu'à la chute de la dictature d'Erdoğan, » a encore ajouté M. Kürkçü

[ndt] **HDK Halkların Demokratik Kongresi** : Congrès Démocratique du Peuple - A l'instar du KCK auquel elle a plus ou moins succédé suite à la répression massive dont il a été la cible, cette organisation est accusée par les autorités turques d'être une émanation du PKK. (cité dans le titre de l'image)

Sources

[Ertuğrul Kürkçü responds to PM Erdoğan “The Government Has Taken Over the Judiciary and Parliament”](#)

Paris - BIA News Center - Samedi 8 Septembre 2012

Traduit de l'anglais et notes par Reynald Beaufort

Notes

[1] ndlr de Turquie Européenne